

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

18 au 24 mai 2000



10 FF
1,52 €

L'économie solidaire gère la misère Partageons les richesses

LE CHOMAGE EST EN TRAIN DE disparaître. Pour le gouvernement, il s'agit d'un succès indéniable de la politique économique et sociale de la gauche qui a donc tenu ses promesses électorales. Ainsi, le chômage, enjeu majeur des nouvelles régulations économiques, une fois maîtrisé, marquerait l'avènement d'un capitalisme à visage humain.

TUC, CES, Emplois familiaux et les emplois jeunes, l'emploi sous ou pas du tout rémunéré tend à se substituer à l'indemnisation automatique des chômeurs. Le patronat fait d'ailleurs de nouvelles propositions dans ce sens pour mettre la pression sur ceux qui sont peu tentés par la réinsertion esclavagiste qu'on leur propose. Avec les CARE (carte au retour à l'emploi) il

ciés ou préretraités de Michelin apprécieront la différence...

L'économie sociale... libérale

Pendant que le patronat monopolise l'attention des syndicats, le gouvernement veut libéraliser la gestion de la précarité. L'ANPE est mise en concurrence avec des entreprises de réinsertion privées alors même que les caisses de l'UNEDIC n'accusent aucun déficit. Et les fonds de pension commencent à grignoter le « marché » des retraites complémentaires.

Fabius, l'ami des banquiers, a mis en place un PPES (plan partenarial d'épargne salariale) qui permet de commencer à mettre à disposition du Capital une partie des fonds de retraites.

À l'intérieur même des services publics on impose au personnel des critères de rentabilité, et des modes de fonctionnement du secteur concurrentiel. Cette mise au pas de l'économie sociale, alors que l'économie libérale produit toujours plus de misère et d'inégalités, renforce la dégradation des conditions de vie des plus démunis.

Face à cette situation explosive, le gouvernement entend surtout sous-traiter la gestion de la misère. Il veut promouvoir l'emploi dans des secteurs associatifs à gestion privée ou mixte travaillant dans les domaines de la réinsertion, de l'environnement, des services aux personnes... Il s'agit de « réparer » les dégâts du capitalisme par le développement d'une économie solidaire.

L'économie solidaire : sois bon et tais-toi

Pour éviter la contestation la classe dirigeante veut remettre tout le monde au travail. Les plus démunis sont stagiarisés, tandis que d'autres un peu plus diplômés sont chargés de leur encadrement. Ces derniers payés chichement doivent se contenter de la reconnaissance due à un travail d'utilité sociale.

Le domaine de l'économie solidaire lié au développement de la précarité s'élargit au fur et à mesure du démantèlement des services publics. Il faut bien des assistants à domicile quand les hôpitaux ferment, des animateurs pour occuper de jeunes banlieusards désabusés, et pour cause, par l'avenir qui leur est réservé.

Peu à peu c'est l'idée d'entreprise éthique fait son chemin, avec des modes de fonctionnement qui sont ceux d'une entreprise lucrative, mais qui de part leur « utilité sociale » permettent aux

travailleurs de ce secteur de se reconnaître dans une idéologie « humanitaire » plus à même de rencontrer leur adhésion qu'un individualisme à tout crin.

On ne peut que constater le mensonge de la stigmatisation du chômeur « assisté » puisqu'on voit ici une réalité des motivations au travail beaucoup plus altruiste, qui est mise en avant par l'Etat pour convaincre!

Détournement d'anarchie

Si l'économie solidaire semble proche du catholicisme social et d'une idéologie d'implication post-soixante-huitarde, elle peut aussi véhiculer la véritable aspiration des individus à prendre leur des-

tin en main. À l'image des mineurs de Tower Colliery devenus propriétaires de leur mine et du même coup otages d'une banque. D'inspiration autogestionnaire, leur initiative est mise au service de la propagation du petit actionariat, on ne leur a pas laissé le choix... La nouvelle situation des mineurs loin de les satisfaire les a poussés à de nouvelles grèves, alors que les dirigeants sont des mineurs au pouvoir décisionnel limité avec un mandat de trois ans.

Aujourd'hui les aspirations autogestionnaires qui traversent aussi les luttes sociales sont bafouées et récupérées par un Etat auquel il ne faut jamais oublier de rappeler que nous entendons autogérer les richesses et pas la misère.

Jean-Pierre. - groupe Kronstadt
(Lyon)



C'est ce qu'on voudrait nous faire croire. Mais peut-on confondre la fin du chômage avec l'institution de formes de sous-chômage, l'économie solidaire et la transformation sociale, le management participatif et l'autogestion?

La précarité masquée

La gauche gestionnaire a déjà réussi la performance de faire du chômage une situation enviable au regard des statuts précaires qu'elle a mis en place. Après les

ISSN 0026-9433 - N° 1206



POP 2520

EDITORIAL

À l'évidence tout le monde n'a pas les mêmes soucis. La classe politique joue à mesurer le temps qu'un président aura pour jouer au président pendant que 8000 convoyeurs de fonds sont en grève générale pour tenter d'arracher à un patronat revêche 1500 F de prime mensuelle. Et d'aucun de se désespérer du fossé séparant les élus du petit peuple.

Pourtant, selon ses promoteurs, une des raisons de la réduction du mandat présidentiel à cinq ans serait justement d'être plus démocratique par un passage plus fréquent devant les électeurs-rois. Cause toujours tu m'intéresses!

Si cette vieille lune du mandat à cinq ans va voir le jour c'est parce que la classe dirigeante pense que le moment est venu de marquer symboliquement le passage d'une société à une autre.

En l'espace de vingt ans le pouvoir pense avoir suffisamment transformé les structures politiques, économiques et sociales pour que soit ancré dans les faits et dans les têtes des gens le principe de la cogestion en remplacement de la lutte de classes. Il s'agit maintenant de s'aligner sur le modèle anglo-saxon le plus officiellement du monde. La constitution de la V^e république a elle aussi du plomb dans l'aile puisque le pouvoir pense qu'il n'a plus besoin de la menace du coup d'état permanent pour réguler les relations sociales. Pour cela il faudra quand même attendre de voir comment la réforme du contrat de travail va être avalée par les syndicats cogestionnaires.

Les gens de pouvoir affichent une arrogance sans faille comme s'ils voulaient quelque peu forcer le destin et nous dire qu'il ne sert à rien de résister et d'espérer en un monde meilleur que celui qu'ils nous proposent.

Pourtant ce sont des convoyeurs de fonds, que d'aucuns pourraient assimiler à des mercenaires à la solde des banquiers qui nous rappellent que quelle que soient notre fonction et notre place dans la société, nous autres travailleurs serons toujours traités comme de la chair à canon, corvéables à merci, et ce pour un salaire qui sera toujours fonction du nombre de sans travail.

L'écho favorable que reçoit ce mouvement au sein de la population devrait faire réfléchir sur les sentiments profonds de l'opinion à propos des salaires à 6000 F, qui sont le lot de la grande masse, alors qu'une minorité se remplit les poches à ne plus savoir quoi faire de son fric.

Le modèle électoral américain qui sert de référence à Jospin comme à Chirac repose sur la plus extrême violence. Ils le savent et quadrillent l'espace urbain de flics de proximité, de caméras et de discours sécuritaires. Pour eux c'est quand même plus sûr que les beaux discours. Leur réforme, qu'ils se la mettent là où l'on ne pense pas... au cul.

Demain on rase gratis !

SI NOUS POUVONS DATER l'invention du capitalisme au tout début du XIXe siècle, il est en revanche bien hasardeux de définir le moment où, et pourquoi, dans l'histoire des sociétés humaines, la production des objets et des échanges sociaux, a acquis une valeur marchande.

On peut quand même dire qu'il y a sûrement plus d'une paye et que cela a touché presque toute la planète. Cette mondialisation (déjà) de la valorisation des échanges a été un des éléments clés à la base de la structuration des sociétés en classes, en hiérarchies, en relations sociales de domination et d'exploitation.

Depuis, le modèle s'est amélioré. Nous en sommes aux stocks-options et à la monnaie électronique, mais les structures mentales que cela sous-tend n'ont, elles, pas évoluées d'un iota.

La suppression de la valeur marchande a rarement fait partie des programmes électoraux et il n'y a guère que chez quelques barbiers à l'humour ambiguë qu'on peut voir des pancartes «demain on rase gratis».

Pourtant l'idée de gratuité c'est à dire d'une société débarrassée du fric doit être aussi ancienne que les rapports marchands, mais quel'un ou quel'un qu'a-t-il jamais pensé à nous rapporter cette histoire ? Il est vrai que les universitaires de notre époque préfèrent écrire l'épopée d'un Berliet ou d'un Michelin. C'est plus dans l'air du temps et ça fait tellement plaisir aux ci-devants.

C'est que pour tout capitaliste qui se respecte la gratuité c'est l'ennemi, puisque par définition il n'y a aucun profit dans l'échange non marchand.

Pour l'accapareur toute activité humaine peut et doit se transformer en service, se quantifier et se vendre. Achètera qui pourra. Ce processus de marchandisation de l'activité humaine touche en ce moment même ce qui reste de services publics et nombre d'entre nous contestent cette politique parce que conscients que la distribution d'électricité, les transports collectifs, les hôpitaux, l'éducation ou la distribution de l'eau sont des besoins vitaux. Une grande partie de la population vit encore avec cette idée, saugrenue et archaïque pour le boursicotier, que la société doit assurer l'accès à ces produc-

tions à chaque individu. Ce n'est certes pas la gratuité en actes mais l'assurance d'un minimum de traitement égalitaire qui est exigé.

De la même manière le sabotage systématique de la protection sociale inquiète la grande majorité des salariés qui pressentent bien que leurs possibilités de capitaliser des actions pour acquies une retraite ou payer leurs frais de santé sont plus qu'illusoire. Ce lien d'entraide entre individus ne renvoie pas non plus directement à la gratuité mais repose néanmoins sur l'idée que chacun donne selon ses moyens et reçoit selon ses besoins, en dépit d'inégalités sociales évidentes. Pour le moment il n'y a pas de montant limite de remboursement de soins lié à la cotisation versée et la retraite est payée aussi longtemps que l'on vit. Mais est-ce bien conforme à la logique d'équité qui a saisi nos immenses dirigeants ? N'y a-t-il pas là des économies à faire dont pourrait bénéficier l'actionnaire-roi ? Aller savoir...

Le libéralisme détruit la liberté

La mondialisation capitaliste s'accompagne d'un bouleversement des rapports sociaux de production et voit se mettre en place une individualisation des modes de vie justifiant une atomisation des liens que nous entretenons entre nous.

La destruction de nos relations d'interdépendances avec les autres humains est la condition sine qua non à la mise en place de notre dépendance à l'égard des services payants dans lesquels le capitalisme veut nous emmailloter pour mieux nous contrôler. Cette stratégie capitaliste n'est pas seulement économique et nous n'y perdons pas seulement de l'argent.

C'est une bonne partie de notre liberté qui est en danger. Plus précisément c'est cette conscience que chacun a d'exister et de pouvoir se réaliser par et dans la collectivité des humains et qui s'est construite au fil des siècles, des mouvements de populations et des échanges culturels, des luttes, des révoltes et périodes révolutionnaires et qu'aucune frontière n'a jamais pu contenir. C'est sur cette assurance de pouvoir compter sur l'humanité que chacun

construit sa propre liberté. Or le libéralisme aspire à détruire les bases même de notre existence pour réaliser le profit.

Faire face à ces menaces c'est se mettre en capacité de penser et de mettre en œuvre des dynamiques sociales capables de s'appuyer sur ce qui constitue le fond commun de toutes les sociétés humaines, à savoir l'entraide et l'échange.

Et il est permis de penser que la gratuité est une idée pas si farfelue que cela pour qui entend privilégier la liberté.

La propriété c'est le vol

Rappelons tout d'abord qu'il y a 150 ans passés notre camarade Proudhon a démontré que la propriété c'est le vol. Sa démonstration n'a jamais été réfutée par

manière compréhensible avec les autres. Et rien que ceci a demandé un long processus social d'acquisition.

Le savant a donc toute latitude pour faire fructifier ou pas, selon sa volonté et ses aspirations, les connaissances qui lui ont été donné gratuitement par la collectivité humaine. Ceci ne lui donne aucun droit à en tirer un profit ou un pouvoir quelconque.

C'est pourtant dans ce sens qu'évolue nos sociétés avec la privatisation des sciences, l'extension de la notion de propriété intellectuelle, alors même que les recherches mobilisent de plus en plus d'équipes nombreuses, pluridisciplinaires et transnationales. Ce qui ne fait qu'étendre l'injustice de cette appropriation privée.

projet sociétaire visant à l'abolition de la propriété privée et des échanges marchands est irréfutable alors même que le libéralisme gagne partout et sur tous les aspects de nos vies.

Ne nous laissons pas abuser ni impressionner par cette vague libérale même si elle emporte tout sur son passage.

Notre intérêt, en tant qu'être humain et en tant qu'anarchistes, est de nous tenir à l'écart de toutes ces manipulations et poudre aux yeux que sont l'économie dite solidaire, la citoyenneté, une pseudo gestion communale et autres appels à la participation à notre propre exploitation.

Les conceptions libertaires au cœur des projets à venir

La gauche plurielle est parfaitement consciente qu'elle organise et prépare l'avènement d'une société où la violence des rapports sociaux sera plus terrible que jamais. Elle voudrait y associer tout le monde et surtout les libertaires qui possèdent des outils et une trame d'analyse sociale qu'ils savent d'expérience.

Sous couvert de modernité et prêt à faire quelques concessions sur le vocabulaire, jamais on aura autant employé le mot libertaire qu'en ce moment. L'objectif est de briser l'unité idéologique que constitue le mouvement anarchiste par le confusionnisme systématique.

Malgré cela il est plus que probable que les conceptions libertaires constitueront le socle à partir duquel les projets sociétaires se structureront à l'avenir. Et c'est déjà ce qui est en gestation dès à présent dans les divers mouvements sociaux qui secouent notre univers depuis quelques années. À nous d'être lucides, exigeants et vigilants.

La notion de gratuité est une revendication qui s'appuie sur une base idéologique solide à savoir que tout appartient à tous et que cela n'est réalisable que par la mise en place d'échanges économiques non marchands. Encore faut-il rappeler que tout production à un coût social en moyens humains et en matières premières.

C'est d'autant plus important que le discours dominant tend à nous faire penser que le travail manuel a disparu. On pourrait croire que les usines n'existent plus et qu'en tout état de cause elles n'ont plus aucune valeur.

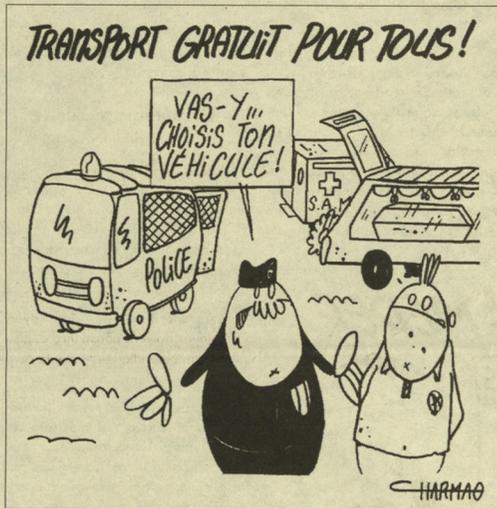
Rien n'est plus faux et illusoire. La classe laborieuse est toujours en expansion. Il y a simplement une stratégie spatiale d'implantation des usines plus facile parce que nous maîtrisons de mieux en mieux la technologie, ce qui simplifie les procédés, réduit les coûts et les temps de construction.

Mais derrière n'importe quel clavier d'ordinateur, il y a de la sueur humaine, de l'exploitation et de la misère, quelque soit le degré de robotisation, la couleur de peau, le sexe et l'âge du travailleur. En ce sens rien n'est gratuit et tout objet, tout service, est le produit de l'effort humain.

Ce qui n'a jamais empêché que ceux-là même qui payent le plus lourd tribut à cet effort collectif soient le plus souvent à l'origine de la revendication de la fin des rapports marchands. Mais est-ce vraiment étonnant ?

Demain on rase gratis !

Bernard - groupe Déjacque (Lyon)



qui que ce soit même si nous pouvons lui reprocher de ne pas avoir étendue sa réflexion aux rapports hommes/femmes. Il n'empêche que ses explications sur l'accumulation des savoirs, fruit du travail, des expérimentations, des échecs, des drames, des erreurs et des hasards de l'activité de tous les êtres humains des quatre coins de la planète, passés présents et à venir, font que personne, ni aucune collectivité particulière, n'est en droit de s'approprier quelque science ou technique que ce soit. L'ensemble des connaissances sont la propriété de l'humanité, en tant qu'être collectif. De ce fait il découle que chacun-e d'entre nous en a la propriété d'usage dans la mesure où celles et ceux qui en sont les dépositaires temporaires les lui transmettent.

Ce qu'un médecin ou un ingénieur sait, il le doit à l'humanité et en conséquence il lui en est redevable. Sa propre intelligence n'aurait même pas suffi à lui faire comprendre qu'un plus un font deux parce qu'au préalable il lui aurait fallu inventer le langage et les chiffres qui lui permettent de communiquer de

Si l'on ajoute à cela le coût payé par la collectivité par la mise à disposition de professeurs, de locaux, d'outils, de moyens financiers, de bibliothèques, de temps, etc. nécessaire à la formation de son intelligence et à l'acquisition des savoirs, toute la vie de notre docteur ou sciences machin chose ne suffira pas à rembourser sa dette envers la collectivité.

Pendant ce temps il y aura dix gamins ayant les mêmes capacités que lui qui iront s'abrutir dans des travaux pénibles. Ils ne pourront pas ou auront moins de possibilités de développer leurs capacités, intellectuelles, sociales, culturelles, voir affectives et morales. En France même, toutes les études statistiques démontrent que la reproduction des classes sociales est parfaitement garantie par notre système éducatif. L'égalité des chances est de la foutaise.

L'entraide et l'égalité sociale sont incontournables

La solution passe plus que jamais par l'égalité sociale c'est à dire par l'égalité économique. Or il est impossible, pour un anarchiste, de penser l'égalité en termes d'épiciers.

Notre conception sociétaire est construite sur l'entraide, qui n'est pas une simple idéalisation à la mode de Rousseau (l'homme n'est pas naturellement bon), mais une pratique sociale vitale et incontournable dans toutes les relations humaines.

Plus que jamais la légitimité d'un

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Groupe de presse MEAULLE (Bernay).
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

En Bretagne comme ailleurs Responsables et irresponsables

LES NATIONALISTES BRETON-NES, toutes tendances confondues, pouvaient jusque-là se revendiquer d'une spécificité notable: les seules victimes de leurs actions étaient deux artificiers de l'A.R.B « historique ». L'attentat de Quévert, le 19 avril dernier, a tué une femme de 28 ans, transformé le plastiqueur gaffeur en imbécile meurtrier, et mis fin à cet état de grâce. Non revendiqué, l'attentat est rapidement attribué à l'A.R.B. les médias reprennent l'information en boucle et le démenti qui paraît dix jours plus tard est balayé par l'incrédulité générale (1). Si pour l'opinion publique l'affaire est entendue (les démentis ne seraient

que faux-fuyants et les inculpés ne nieraient leur participation que pour sauver leur pomme), il n'est pas inutile de garder à l'esprit qu'une manipulation est toujours possible. Cela s'était produit dans les années 70 pour des membres du FLB-A.R.B. que la D.S.T a très vraisemblablement « piloté » pour le plastiquage de la maison Bouygues (2). Cette affaire est en effet pain béni pour l'état socialiste qui se refait une beauté à peu de frais: dormez tranquille braves gens, l'Etat de droit a vaincu les terroristes indépendantistes... Quand on marchande lamentablement avec des personnes qui n'ont jamais condamné l'attentat contre Erignac, quand l'assassin du crime prémédité du pré-

fet dort loin des géoles républicaines, ça fait du bien à l'image publique d'écrabouiller une quinzaine d'activistes breton-nés...

Ce qui est sûr, c'est que les membres de l'A.R.B ne pourront jamais être considérés comme étrangers à la mort de Laurence Turbec. L'attentat de Pornic, revendiqué, suivait le même scénario effrayant: une nuit, on dépose une bombe, on espère qu'elle explose à l'heure prévue mais on ne s'en assure pas, on se planque et on attend... Irresponsabilité inexcusable. Quand deux personnes roulent à 100 km en agglomération, si l'une tue un piéton et l'autre pas, nous ne les distinguons pas dans leur comportement, elles sont meurtrières par irresponsabilité.

Certain-es connaissent un quotidien tellement atroce, (ce qui n'est pas le cas des indépendantistes breton-nés), fait de misère, harcèlement policier, humiliation sociale... qu'elles dérivent vers un recours systématique à la violence. Il n'empêche: par bêtise ou par folie, ces gens sont criminels par irresponsabilité.

Petites lâchetés et graves obscénités

Le milieu militant (bretonnant ou « d'extrême gauche ») n'échappe pas aux multiples dérapages qui ont suivi la mort de la jeune femme. Le plus courant est de ne parler que de « l'amateurisme » des militant-es de l'A.R.B: on condamne bien sûr, on hausse les épaules et on se déclare effaré du côté « guignols sanglants » des poseurs de bombe... Mais quand ces remarques proviennent de personnes qui n'ont jamais marqué leur opposition au patriotisme breton, quand les mêmes applaudissent aux précédents attentats (l'explosion de la mairie de Belfort a, légitimement, peu fait pleurer dans les chaumières) quelle crédibilité ont-elles? Il existe une responsabilité diffuse, responsabilité par inertie, par laisser-dire. Les journalistes ont elles/eux parfaitement joué leur rôle de courroie de transmission: on vous montre où sont les méchant-es et les gentils (l'Etat français et les zélés policiers qui ont si vite arrêté les coupables), et l'on peut même se permettre parfois de verser dans le patriotisme français le plus minable (« Ils ne méritent pas la belle démocratie française ces dangereux attar-

dés... » est le résumé de plusieurs commentaires radio).

La palme, bien sûr, revient au vomitif MacDo, qui s'est payé une pleine page de différents quotidiens pour exploiter une de leurs employées au-delà de sa mort « Notre première pensée va vers elle [...] À force de désigner MacDo, le pire est arrivé [...] » Magnifique opération publicitaire pour une multinationale qui se pose en démocratique victime du terrorisme. Vendre du hamburger sur une tombe, ils n'avaient encore pas osé.

Parce que nous n'avons jamais eu aucune illusion sur l'armée clandestine bretonne, nous avons évidemment condamné ses principes et ses pratiques minables et criminels, le 19 avril comme auparavant. Comme nous n'avons pas plus d'illusion sur l'Etat français, et que sa capacité de nuisance est infiniment supérieure, nous tenons à rappeler notre lutte contre le système pénitentiaire, et en particulier contre la prison préventive; nous tenons à rappeler qu'aucun-e des inculpés n'est aussi dangereux/se pour notre sécurité et notre liberté qu'un certain Jean-Pierre Chevènement.

Jeanne. - groupe de Nantes

(1) L'A.R.B prétend en effet dans son dernier communiqué que les explosifs qu'ils avaient mis à Pornic auraient été volés par la police pour être déposés à Quévert. Mais, suite à ce communiqué, les policiers ont confirmé que « quelque chose » avait bien explosé au Mc Do de Pornic, les dégâts étaient si minimes qu'ils n'avaient pas jugé utile de faire remonter l'info...

(2) cf Faligot-Krop: D.S.T Police secrète. Flammarion 1999

Violence et résistance

Les anarchistes n'ayant rien à voir avec les nationalistes, nous pourrions donc nous détourner du problème avec une grimace de dégoût et retourner à nos moutons noirs. Il peut être utile pourtant de rappeler que la propagande par le fait et l'action directe violente ont été rejetées par les anarchistes contemporains. La fin ne justifie jamais qu'on ensanglante le présent, les moyens employés doivent construire et justifier la fin revendiquée: seule la révolution quotidienne peut construire un autre futur... Mais la non-violence n'est pas non plus devenue notre credo.

La violence peut être légitime, toute militante confrontée à la répression, toute personne témoin ou victime des agressions répétées de l'Etat policier, peut être amenée à utiliser la violence physique. Cette violence ne saurait être que résistance directe à une autre violence: ce principe est indépassable, et la personnalité des personnes visées n'y change rien. Qu'elle soit préfet et champion de l'expulsion, décrébrée du F. N. « barbu » ou curé pédophile, général... toute victime d'un attentat prémédité devient un cadavre qui empuantit le plus bel idéal.



En bref

■ Le hors série du trimestriel anarchiste La Faille vient de sortir: Spécial squats, avec des textes de réflexion et des interviews. 15 F en timbre ou par chèque à l'ordre de « LAP ». La Faille BP 2301-38033 Grenoble cedex 02.

■ « L'anarchie c'est le bonheur » proclame la une du n°228 d'Alternative libertaire de mai. A noter le texte « Oser l'anarchisme » et les portraits de Pierre Clastres (l'anthropologie anarchiste) et de Max Stirner. Disponible à la librairie du Monde libertaire (Paris) et à la Plume Noire (Lyon): 20 F l'exemplaire ou 150 l'abonnement pour les abonnés-e-s du ML (chèque à l'ordre d'Alternative libertaire, BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles).

■ Le groupe Soleil noir de Mons (Belgique) dispose d'un nouveau local et de ce fait une nouvelle adresse, 20 rue du cerisier B 7033 Mons (Cuesmes) tél: 00 32 65 67 99 48; cerise@pi.be.

■ « La Bête Noire », nouveau journal anar creusois vient de paraître. Son prix est libre. Ecrire à: La bête Noire, 6 rue des Ecoles, 23000 Savennes.

■ Vous souhaitez rencontrer la Fédération anarchiste? Les « relations intérieures » de la F.A. organisent une permanence en région parisienne chaque premier samedi du mois de 14 à 19 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amélot, 75011 Paris.

Faits d'hiver Leur morale et la nôtre

Il s'appelle Georges Tron. Il est député-maire (RPR) de Draveil (Essonne). Il vient d'être mis en examen. Et il n'en est toujours pas revenu (nous non plus)!

En mars 1998, en effet, la droite, majoritaire dans ce département, était inquiète par rapport à l'issue des élections cantonales qui avaient vu les socialistes faire une percée au premier tour.

Mobilisation générale, donc, pour tenter de sauver les meubles.

Et c'est ainsi, qu'à quatre jours du second tour, Georges Tron envoya une lettre à 1510 électeurs de sa circonscription en leur rappelant que l'heure était grave et surtout qu'il leur avait rendu maints petits services (coups de pouce divers pour ceci ou pour cela). Cela fut-il déterminant? Personne ne le saura jamais! Reste cependant que la candidate soutenue par Georges Tron fut élue avec 52 % des voix.

Dépité, le battu socialiste attaqua alors le résultat devant le tribunal administratif en arguant que Georges Tron, par le biais de sa lettre, avait exercé une pression inadmissible sur les électeurs.

Renvoyé dans les cordes, notre socialo s'entêta et déposa une plainte contre X pour les mêmes motifs. Et c'est ainsi que...

Certains imbéciles humanisto-citoyens qui tentent de se la jouer rebelles en mendiant un peu plus de ceci ou un peu moins de cela à la porte (ou au sein) des châteaux se réjouiront sans doute de cette grande avancée de la morale en politique.

À l'heure où le capitalisme sème, comme jamais encore, la misère à tous vents et vide le droit de vote de tout sens (comme par hasard, les pauvres ne s'inscrivent pas sur les listes électorales ou sont trop détruits pour aller voter) et où sans argent (et donc, sans PACS avec les différentes sphères du pouvoir, il est vain d'espérer pouvoir vaincre ses adversaires et convaincre une clientèle électorale habituée à être matraquée de pubs toutes plus putassières les unes que les autres, on voudra bien nous pardonner de nous abstenir de toute manifestation d'allégresse par rapport à une telle bouffonnerie.

Jean-Marc Raynaud

Nuit de l'énigme: le mystère s'épaissit

ALERTÉ PAR NOS compagnons du Gard et l'article de Roger Noir (ML n° 1202 du 20 avril), la F.A. de Dordogne s'est intéressée elle aussi au mystère de « la nuit de l'énigme », Périgueux étant, comme Nîmes, une des villes participantes de ce jeu « humanitaire ».

Le fait que l'affiche annonçant l'événement ne soit pas signée nous a d'abord interpellé. Après avoir reproduit à la presse locale et aux sponsors de l'opération, nous avons eu confirmation du fait que personne ne savait qui se cachait derrière la Nuit de l'énigme. Deux des sponsors se sont d'ailleurs aussitôt retirés. L'enquête que nous avons dû mener soulève un voile mais épaissit le mystère. D'après nos compagnons de la F.A. du Gard qui sont allés le vérifier, le siège social de l'association La Nuit de l'énigme se trouve à l'adresse de la Fédération France-Sud dans l'Hérault, la FFS est un des sièges de l'église adventiste du septième jour. Qu'en est-il des associations que le dossier de presse de

la Nuit de l'énigme désigne comme destinataires des fonds ?

M. Sampiero, secrétaire de la Nuit de l'énigme, déclare dans *Sud Ouest* du 3 mai qu'il s'agit de l'ASAH et La Gerbe à Valence. Or s'il existe bien - d'après le minitel - une « Action service association humanitaire dans la Drôme », elle n'est pas déclarée au service des associations de ce département. En ce qui concerne La Gerbe, le même service nous indique que cette association existe mais est en sommeil depuis... 1925 (pas d'AG ni de renouvellement de bureau depuis cette date).

Dans la *Dordogne Libre* du 9 mai, M. Lovera, président de la Nuit de l'énigme - déclare que « La F.A. n'a pas cherché dans le bon département » et, dans son édition du lendemain, le même quotidien nous apprend que La Gerbe mène ses activités dans les Yvelines. Le président et son secrétaire n'ont sans doute pas les mêmes informations sur les organismes où ils versent les fruits de leurs efforts humanitaires...

Une association La Gerbe existe effectivement dans les Yvelines puis une autre qui n'en font qu'une à un détail près cependant: Elles ont deux adresses et l'intitulé exact de la seconde est... Association humanitaire La Gerbe. Contactée par téléphone, cette dernière confirme être attributaire des fonds de la Nuit de l'énigme et nous apprend qu'elle est un collectif d'Églises en vue d'actions humanitaires. Nous n'avons pas de précisions quant à la nature de ces Églises.

Les manipulations de l'église adventiste

Devant les questions soulevées par le communiqué de la F.A. dans la presse périgourdine, les organisateurs prétendent que la Nuit de l'énigme n'est pas adventiste (*Sud Ouest* du 3 mai) bien qu'ils reconnaissent être - à titre personnel - membres de l'Église adventiste (*Sud Ouest* du 3 mai et *Dordogne Libre* du 9 mai). Puis, alors que la F.A. pro-

duit le résultat de ses recherches, les organisateurs affirment qu'il n'y a rien que de louable à voir des croyants se préoccuper d'œuvres humanitaires (D.L. du 9 mai). Nous en sommes bien d'accord, mais pourquoi justement le cacher ? Et pourquoi vouloir nous faire croire qu'ils n'ont ni caché ni nié que la Nuit de l'énigme dépendait de l'Église adventiste du septième jour, en contradiction avec leurs premières déclarations ? Il semble que nous ayons affaire à une technique assez simple de manipulation. D'abord affirmer une contrevérité, puis donner des éléments de vérification flous, ensuite, relever des inexactitudes dans les recherches menées par les contradicteurs qui n'y peuvent rien mais puisque ces éventuelles inexactitudes reposent sur les imprécisions initiales des organisateurs. Enfin, détourner les propos des contradicteurs en essayant d'accréditer le fait que le problème individuel de la foi est

en cause, ce qui n'était pas dans les déclarations de la F.A. Nous n'avons que révélé des faits que l'imprécision du dossier de presse et les réponses des organisateurs à la presse voulaient cacher.

Le fait que l'école d'infirmières de Braila, en Roumanie, qui était l'objectif de la Nuit de l'énigme 1999 soit dirigée par des adventistes - fait reconnu par M. Le Floch, organisateur local de l'opération, que nous avons joint au téléphone - nous amène à nous « demander » ce qu'il en sera de l'orphelinat présent comme objectif à la générosité du public cette année.

Où vont vraiment ces fonds ? Dans quel véritable but ? Peut-être le saurons-nous si les amateurs d'énigmes s'amuse à résoudre celle-ci.

À Périgueux en tous cas, grâce à notre intervention, les sponsors et les participants à la Nuit de l'énigme 2000 sauront où ils mettent les pieds à défaut de savoir où va et à quoi servira vraiment leur argent.

Joan Castel. - EA. Dordogne

Grève de la faim de sans-papiers à Lille depuis le 8 avril

« **M**ONSIEUR LE PRÉFET VIENT DE NOUS ANNONCER que le dossier des sans papiers du Nord est dorénavant entre les mains de M. Chevènement lui-même, il ne peut plus rien décider sans l'en aviser et lui demander ce qu'il faut faire » ; Le Préfet ajoute : « Monsieur le ministre m'a reproché d'avoir évacué sans faire de contrôle de police ». Voilà ce que la délégation de l'UD-CGT du Nord, du MRAP et de la LDH a apporté comme message du préfet à l'Assemblée générale du CSP59. Cette rencontre, à l'initiative du préfet lui-même fait suite à la lettre de demande d'audience de l'UD-CGT en date du 31 mars, faite à l'époque, au nom des associations partenaires et du CSP59. Le CSP59 a été exclu de la dite rencontre par la préfecture.

Après le plan de tuer le CSP59 entre janvier et mars 2000 en nous confinant dans deux bureaux de la rue des Meuniers, après l'expulsion manu militari des sans-papiers de l'IEP, puis de Lille III, après les sourires, l'apparence d'ouverture lors du dépôt de la liste des 110 sans papiers qui avaient occupé l'IEP, l'UD-CGT, le MRAP et la LDH sont maintenant utilisés par le préfet comme « messagers » pour atteindre le même objectif d'en finir avec la lutte des sans-papiers pour la régularisation

dans le Nord. Chevènement et le préfet du Nord font le pari qu'ayant « neutralisé » les sans-papiers, à peu près partout ailleurs en France, il faut en l'abcès de fixation Lillois. Élections municipales de 2001 obligent. Pour y arriver, il faut instaurer un état d'exception, en vérité un état de guerre contre le CSP59 pour le détruire. M. le préfet annonce une chose invraisemblable: Chevènement fait de lui « La reine d'Angleterre » servant tout juste à « inaugurer les chrysanthèmes », c'est-à-dire à représenter « la république une et indivisible », chère au « républicain pur sucre » qu'est le ministre de l'Intérieur, dans tous les domaines sur le plan régional, sauf pour ce qui concerne ces « illustres » citoyens étrangers que sont les sans-papiers. Le « vrai-faux » avec du préfet devant nos partenaires est grave et sérieux. En effet, nous ne sommes pas dupes: l'annonce est une tentative vaine de terroriser, démoraliser et briser la combativité et la détermination des grévistes de la faim au 33e jour et les sans-papiers du CSP59.

L'annonce cherche aussi en vain à décourager, démobiliser et liquider la mobilisation grandissante des étudiants. Les grévistes de la faim répondent: « La régularisation de la liste des 110 sans-papiers déposée, enfin, le 3 mai 2000 avec les métal-

los CGT, le MRAP, la LDH, Texture et le Comité étudiant de Solidarité avec les sans-papiers est la seule solution.

Le préfet fait le malin avec son annonce, alors faisons les cons jusqu'à ce qu'il y ait un ou des morts, alors on verra, car si jamais il y a évacuation, on continue jusqu'au bout. » Continuez à faxer au 03 20 30 52 52 vos soutiens à la lutte courageuse des grévistes.

Le CSP59 lance un appel pour la mobilisation au plan national des collectifs de sans-papiers, des soutiens et de l'ensemble des forces démocratiques, des travailleurs et de l'immigration pour faire pression sur Chevènement.

Le CSP59 exige la régularisation de la liste des 110 sans-papiers par M. le préfet du Nord, le respect de l'engagement préfectoral des rencontres mensuelles avec la Commission juridique du CSP59 et des partenaires associatifs, la régularisation des ex-grévistes conformément à l'engagement du préfet lui-même, la carte de 10 ans pour tous les sans-papiers ayant obtenu 3 renouvellements de leur titre, la non opposition du passeport aux Laotiens et aux Somaliens pour le titre de séjour et enfin un moratoire sur la cascade d'expulsions qui pleuvent depuis la circulaire au faciès du 11 novembre 1999.

Comité des sans-papiers 59

Enfouissement des déchets radioactifs Non à la mascarade de la mission Granite!

LA COORDINATION BRETONNE DES COLLECTIFS CONTRE l'Enfouissement des déchets radioactifs s'est réunie le 5 mai 2000 à Saint-Ronan (22); elle s'est félicitée du succès des manifestations récentes, qui comme à Quintin avec 10 000 participants, montrent le refus massif des populations de tous projets d'enfouissement des déchets nucléaires en Bretagne comme ailleurs. Elle appelle les élus de plus en plus nombreux qui refusent ces projets de poubelles nucléaires à exprimer publiquement leur opposition et demande aux Conseils généraux des Côtes d'Armor et du Finistère ainsi qu'au Conseil régional de Bretagne de prendre des motions refusant toute discussion sur l'implantation d'un pseudo laboratoire dans notre région lors de leurs sessions plénières de fin mai.

La Coordination prend acte de la recule de la mission Granite qui, face à la résistance des populations des massifs granitiques concernés, a renoncé à ses simulacres de consultations sur le terrain. Elle met cependant en garde les élus ou les instances collectives (Chambre de commerce groupement de communes, associations diverses) contre tous contacts, à Paris ou ailleurs, qui pourraient engager leur responsabilité et l'avenir de leurs concitoyens en consentant à l'arrivée d'un « labo » par la petite porte. Contrairement aux sous-entendus insidieux de la mission Granite, les dizaines de milliers

de personnes qui depuis février s'opposent à l'enfouissement des déchets radioactifs sont des personnes informées, responsables et démocrates.

Des « question-réponses » sur Internet, une « conférence des citoyens », des pseudo débats entre une mission Granite et des individualités dont la légitimité tant sur le plan technique que politique reste à prouver, relèvent de la mascarade et d'une intention de contourner les populations des 15 sites granitiques. Tout ceci ne répond en aucune façon à l'exigence des Collectifs d'un débat national, citoyen et démocratique sur le nucléaire et ses déchets.

La Coordination bretonne rappelle les objectifs approuvés par la Coordination nationale des 29-30 avril et demande au gouvernement la dissolution de la mission Granite, l'abrogation de la loi du 30 décembre 1991 et l'ouverture rapide d'un large débat démocratique sur la gestion des déchets nucléaires et la politique énergétique de la France. Elle attend des parlementaires bretons qu'ils prennent des initiatives en ce sens.

Enfin, la Coordination appelle la population à continuer à signer massivement les pétitions proposées par les Collectifs, ces pétitions seront remises aux préfets des 15 sites granitiques pressentis le 27 mai prochain.

Coordination bretonne des Collectifs contre l'enfouissement des déchets radioactifs

crises de foi

Big chrétien is watching you

À l'heure où l'on parle d'harmonisation européenne, il serait peut-être bon de rappeler qu'il y a seulement deux pays où il y a une séparation de l'Église et de l'État en Europe. La France en fait partie, au grand dam de l'Église. Mais pour combien de temps encore ?

La loi est de plus en plus détournée, l'État subventionne de plus en plus les curés. De plus, l'Église lutte partout, y compris au parlement européen, afin d'obtenir la suppression de cette loi. Il faut savoir que, par exemple en Allemagne, il y a un impôt religieux obligatoire mais aussi des lois antiblephèmes. Attention à ce que vous écrivez ou dessinez.

En Grèce, c'est encore pire puisque sur les cartes d'identité figure la confession religieuse de chacun. Officiellement, il n'y a pas d'athées; les prêtres orthodoxes (il y en a 9200) sont des fonctionnaires. Ceux-ci ont le sourire depuis peu: une prime de productivité va leur être versée. En l'occurrence, c'est un gouvernement socialiste qui a donné cette aumône aux prêtres.

Aux Pays-Bas aussi existe une ligue antiblephèmes. Son but est de traquer les blasphémateurs à l'égard de quelque dieu que ce soit et de les traîner devant les tribunaux où ils risquent jusqu'à deux mois de prisons. Cette ligue vient d'annoncer que son nombre d'adhérents augmentait ainsi que les dons... Pourquoi tant de haine? Et si c'était pour faire interdire des journaux comme celui que vous lisez en ce moment. Et si c'était pour mettre en prison des personnes comme moi?

Régis Boussières. - groupe Kronstadt (Lyon)

Quelle est la situation et de l'industrie général? Cette... ment en plein... tructuration... formation de... capitaliste d'Ét... modèle occiden... sique. La restru... fait privatisati... breux puits et li... À l'activité des... également liés... lourdes comm... de Ne... Moravie sont... chômage chroni... 20% alors que le... de 10%. Les cas... sont dans les v... entourent Mo... Kohinoor, où l... au dessus de 50... La mine de... Kohinoor est un... de toute la répu... était supposée... 2020, fourniss... haute qualité, conditions d'e... naires » devant... Juste avant la p... investi près de... (49 millions de... toute nouvelle... cri et des install... Le 28 août 19... Kohinoor ont o... tation devant... Kolodeje, où c... réunion gouv... mineurs avaient... ment accueilli... FSA-AIT, qui éta... soutenir dans le... tions. La FSA n... lutte des mineu... continué à leur... tien. La manifest... été suivie par u... occupation à l'a... que la mine éta... au groupe Apian... Après que le no... en collusion ave... eu promis que... mine serait grad... lerait sur 5 ans... fin à leur premi... l'occupation de... erreur fondame... mars 2000, le g... son intention d...

Privatisation des mines de charbon en Tchéquie Les grévistes renouent avec l'action directe !

LES TROIS SEMAINES PENDANT lesquelles a duré la plus longue et la plus grande grève avec occupation dans l'histoire récente de l'industrie minière Tchéque sont à inscrire dans l'histoire de la lutte de classes de notre pays. Près de 50 mineurs, menacés de licenciement en masse tout comme leurs 920 compagnons de travail, ont occupé pendant 22 jours la mine de Kohinoor, dans le nord de la Bohême, près de la ville de Most.

Le contexte

Quelle est la situation de Kohinoor et de l'industrie minière tchéque en général? Cette dernière est actuellement en plein processus de « restructuration », c'est à dire de transformation d'une économie capitaliste d'État (Bolchevique) en modèle occidental capitaliste classique. La restructuration signifie en fait privatisation, fermeture de nombreux puits et licenciements massifs. À l'activité des zones minières sont également liées des industries lourdes comme la sidérurgie. Ces régions de Nord Bohême et de Moravie sont donc victimes d'un chômage chronique, qui dépasse les 20% alors que le niveau national est de 10%. Les cas les plus dramatiques sont dans les villages miniers qui entourent Most et la mine de Kohinoor, où le chômage explose au dessus de 50%.

La mine de charbon brun de Kohinoor est une des plus modernes de toute la république tchéque. Elle était supposée fonctionner jusqu'en 2020, fournissant un charbon de haute qualité, et donc avec des conditions d'extractions « ordinaires » devant fournir un bon profit. Juste avant la privatisation, l'État a investi près de 7 millions de dollars (49 millions de francs) dans une toute nouvelle machinerie dernier cri et des installations de sécurité.

Le 28 août 1998, les mineurs de Kohinoor ont organisé une manifestation devant le château de Kolodeje, ou devait se tenir une réunion gouvernementale. Les mineurs avaient alors chaleureusement accueilli les membres de la FSA-AIT, qui étaient venus pour les soutenir dans leurs justes revendications. La FSA n'a pas abandonné la lutte des mineurs de Kohinoor, et a continué à leur manifester son soutien. La manifestation de Kolodeje a été suivie par une courte grève avec occupation à l'automne 1999, alors que la mine était finalement vendue au groupe Apian.

Après que le nouveau propriétaire, en collusion avec le gouvernement, eu promis que la fermeture de la mine serait graduelle et qu'elle s'étalerait sur 5 ans, les mineurs mirent fin à leur première action directe: l'occupation de la mine. Ce fut une erreur fondamentale, car au mois de mars 2000, le groupe Apian annonça son intention de finalement fermer la mine d'ici 2 ans, et l'État annonça son intention de ne pas fournir les

15 millions de dollars (75 millions de francs) de compensations sociales pour les mineurs.

Il est primordial de comprendre que les mineurs de Kohinoor, dont la plupart sont descendus dans les puits pendant des dizaines d'années, n'ont quasiment aucune possibilité de trouver un nouvel emploi. Leur santé est ruinée et ils ont besoin d'une plus grande attention médicale que les autres travailleurs. Une grande partie d'entre eux est également menacée de se retrouver sans toit, car en cas de licenciement ils ne pourraient rembourser les hypothèques sur leurs maisons (l'indemnité chômage est en moyenne de 3600 couronnes tchèques, soit moins de 700 francs par mois).

La grève

Le 31 mars 2000, à 365 mètres sous la terre, 50 mineurs annoncèrent qu'ils ne remonteraient pas, et déclarèrent une grève avec occupation illimitée. Le groupe multinational Apian, dirigé par l'ancien chef de la Banque Mondiale Jacques de Groot, est bien connu dans l'environnement économique tchéque pour avoir acheté la mine de Kohinoor pour

CCM a été évaluée au moins 150 millions de dollars (750 millions de francs). Le prix d'ami auquel le gouvernement a vendu la mine au groupe Apian a été de 15 millions de dollars, dix fois moins! La mine a donc été vendue, malgré les protestations des mineurs qui savaient très bien que le groupe Apian n'aurait aucune obligation sociale envers eux si la mine venait à fermer.

Les mineurs ont déclenché la grève avec l'intention de forcer Apian à vendre la mine à une autre compagnie, qui avait promis de maintenir la mine en activité pendant plus longtemps. Ce second joueur dans la partie d'échec autour de Kohinoor, la société SHD Peel, a éveillé de nombreux soupçons, du fait qu'il était représenté par un ancien employé de Kohinoor et que son capital propre n'excédait pas les 3000 dollars (21 000 francs). Le réel propriétaire de cette société n'a toujours pas été identifié, mais il se pourrait que ce soit la société de charbonnage « OKD - Ostravsko-karvinské doly ». La rumeur disait que leur projet était de transformer la mine de Kohinoor en dépôt de déchets toxiques. Du fait du manque d'information, on ne sait pas exacte-

chronique anarcha-féministe Voisines...

Les féministes allemandes, dans les années 70, ont créé de nombreux espaces de parole non mixtes. Ces premiers lieux de prise de conscience et de luttes ne se sont pas vidés après la vague de débats publics qu'ils avaient impulsés. Pendant que les discussions politiques au parlement sur les droits des femmes débouchaient sur quelques lois progressives, les féministes accouchaient dans la joie militante de projets autogérés et non mixtes: éducation permanente, centre d'animation pour les adolescentes, groupes d'aide mutuelle en mécanique, bâtiment, sport de défense, thérapie...

Ces projets ont survécu jusqu'à nos jours. Certains d'entre eux ont obtenu des subventions. Aujourd'hui, toute ville moyenne qui se respecte finance au moins un centre d'animation pour adolescentes et une association qui proposent diverses activités non mixtes.

De nombreuses femmes ont la chance d'accéder à des lieux non mixtes pour échanger, chercher conseil, se soigner, recevoir de l'aide, se défendre ou tout simplement s'amuser. Dans ces lieux, elles peuvent (re)connaître la solidarité féminine et prendre librement conscience de leur valeur individuelle, ce qui leur permet de prendre concrètement leur place dans la société. Cela se ressent dans la politique comme dans le privé. Un bel exemple de conscientisation.

Pipi Langstrumpf

ce que les mineurs ont finalement demandé et obtenu.

Le 21 avril, les mineurs sont donc remontés à la surface, remportant une petite victoire. L'État a de nouveau promis de soutenir la fermeture de Kohinoor en apportant 15 millions de dollars. Mais, une nouvelle fois, aucun mécanisme de sécurité n'a été mis en place au cas où l'État reconsidérerait sa participation et se retirerait de cet investissement.

Le rôle des syndicats officiels et des organisations politiques

Les syndicats existants ne sont pas solidaires les uns des autres et les autres sections de la Compagnie de Charbonnage de Most n'ont exprimé presque aucune solidarité avec les grévistes de Kohinoor. Ces derniers ont donc quitté les grandes confédérations et créé leur propre syndicat. Le mineurs de Kohinoor ont combattu par eux même, isolés, et ne pouvant compter que sur le soutien de leurs familles et de quelques organisations politiques comme la FSA-AIT. Le dirigeant du syndicat officiel des mineurs a bien offert symboliquement son aide aux mineurs, après qu'il eut jugé qu'il pourrait retirer un prestige politique personnel de cette grève en devenant le leader des négociations entre Apian et le gouvernement.

Comme en Europe de l'Ouest, différentes chapelles ont cherché à abuser les grévistes et à les utiliser pour leurs fins politiciennes: Des marxistes léninistes, le Parti Communiste et son organisation de jeunesse (ces deux derniers organisations collaborant organiquement avec le groupe tchéque xénophobe et ultra nationaliste « Club des Tchèques des Zones frontalières ») et même des socio-démocrates « indépendants » (qui ont signé récemment un accord électoral avec l'organisation fasciste « Front patriotique »). Tout ce petit monde n'a eu de cesse que de se hâter de recruter de nouveaux membres pour leur organisation, n'offrant aux mineurs d'autres solutions que de rejoindre le Parti.

La voix des anarchistes s'est également fait entendre, par l'intermédiaire de la FSA-AIT. Une autre organisation anarchiste « Solidarité » a également participé au mouvement. Les mineurs et leurs femmes ont également organisé un unique meeting public, qui a été largement récupéré par les marxistes-léninistes et n'a pas du tout contribué à la lutte des mineurs. Les Bolcheviques n'offrent d'autres solutions que de joindre les supporters des Staline, Lénine et autre Trotsky et de devenir les disciples obéissants des leaders du Parti Communiste.

Quels résultats?

Les mineurs ont obtenu la promesse officielle que le programme de fermeture s'étalerait graduellement sur cinq ans. L'actuel propriétaire, Apian Groupe, recevra 15 millions de dollars de subvention de la part de l'État. Les mineurs de Kohinoor sont restés 3 semaines dans leur puit et ont probablement sécurisé leur emploi pour les 5 ans à venir. La solidarité et l'aide mutuelle n'ont pas été des faits majeurs tout le long de cette grève. 400 employés ont accepté d'être licenciés en juillet 2000, recevant quelques 3000 dollars (21000 francs) d'allocations spéciales. (argent de poche?)

Au moins cette action directe a-t-elle mis en évidence pour la toute première fois en république tchéque que notre futur, des conditions de vie décentes, notre espoir pour l'avenir doivent être conquis par la mise en pratique de la lutte de classes, et ne peuvent pas être atteints par le biais des tables de négociation.

La grève de Kohinoor était l'une des premiers grèves d'actions directes sur le territoire de la république tchéque. Mais même les mineurs ne savent pas aujourd'hui si ce qu'ils ont obtenu est une victoire ou une défaite.

FSA-AIT Secrétariat International

PO BOX 5, 15006 Praha 56.
Tél: 420-0604-773440,
e-mail: fsa-praha@volny.cz
(trad. Sec International CNT France)
http://www.cnt-ait.org



une bouchée de pain. En été 1999, le gouvernement social démocrate a annoncé son intention de vendre la Compagnie de Charbonnage de Most (CCM), qui détient le monopole de l'extraction du charbon sur le territoire de la république Tchéque. La valeur marchande de la

mine de Kohinoor. C'est

Clins d'œil sur l'Algérie Là-bas leur pays ?

POUR QU'UNE PAIX VÉRITABLE ET durable puisse s'installer, il est indispensable de reconnaître la souffrance de l'autre. C'est la conscience de cette nécessité qui a conduit, entre autres raisons, Los Solidarios à publier *Les Egorgeurs*. Car qui désire contribuer à l'apaisement du drame algérien doit garder à l'esprit le traumatisme inouï subi par les populations autochtones. Comme je le rappelaï, dans la préface du livre capital de Benoist Rey, si on additionne les personnes déplacées par l'armée française, celles qui ont fui au-delà des frontières, les morts et les blessés, c'est plus d'un algérien sur deux qui a été directement victime des « événements d'Algérie ». Pour autant aujourd'hui, cette douleur incommensurable ne devrait plus empêcher la prise en compte des épreuves traversées par les vaincus du conflit qui ont dû quitter l'Algérie et qui n'étaient pas tous, loin s'en faut, des coupables méritant leur sort. Malheur aux vaincus ! Ce principe cynique ne convient bien qu'aux vainqueurs arrogants qui n'ont que faire de réconciliation et ne comp-

tent que sur la force. À long terme, il génère vains ressentiments et désirs stériles de revanche. Le deuil impossible des réprouvés de l'histoire est à l'origine d'une gangrène multiforme en France : racisme et vote FN pour trop de pieds noirs, marginalisation honteuse pour bien des harkis et leurs enfants.

Retour au pays ?...

Aujourd'hui *Là bas mon pays* d'Alexandre Arcady sort sur les écrans français. Présentateur vedette de la télévision, Pierre Nivel (excellent Antoine de Caunes) répond à la demande de Leila, son amour de jeunesse, et retourne en Algérie pour tenter de sauver la fille de cette dernière d'un mariage forcé avec un émigré du GIA. Disons le d'emblée, le film n'est pas à la hauteur de l'importance du propos. Malgré son honnêteté, Arcady n'a jamais été un grand cinéaste et là où il aurait fallu un immense réalisateur qui sache, à la Ford, lier destins individuels et histoire collective, nous n'avons malheureusement qu'un faiseur d'images : les flash back sont, par

exemple, systématiques et mécaniquement appuyés par un gros plan sur Pierre Nivel, quant à la réflexion historique malgré la collaboration de Benjamin Stora, elle est noyée dans le flot d'images. Le regret est d'autant plus grand que, par moment, l'émotion sourd néanmoins au hasard d'une séquence : la mort finalement acceptée de Pierre Nivel n'exprime-t-elle pas au fond que la vie de cet homme avait perdu tout sens depuis qu'il avait dû quitter et Leila, son premier et unique amour, et l'Algérie ? Ainsi posée, on sent bien que l'identification de Nivel à son pays natal, l'Algérie, pose question : ses trente années d'adulte ne comptent-elles pas par rapport aux années d'enfance et d'adolescence ? Pour Nivel (ou Arcady ou encore René Bonnell, auteur du roman adapté), il s'agit bien de nostalgie où les fantasmes d'une enfance reconstruite servent, à la fois, à souligner et à recouvrir les échecs de sa vie d'homme.

Quelques prémices d'ouvertures culturelles

Mais l'intérêt du film est ailleurs. Là bas mon pays qui a été réalisé en partie dans la capitale algérienne et donc après avoir obtenu les autorisations nécessaires, a été présenté en avant première à Alger le 8 avril devant une salle comble qui l'a ovationné. En écho, la presse, à une exception près, a réservé au film un excellent accueil critique. Ces faits marquent un changement dans l'attitude des responsables algériens. Car il y a belle lurette que les pieds noirs ne sont plus considérés comme des ennemis : l'accueil chaleureux dont ils sont l'objet lors de leur retour en Algérie en témoigne simplement et touche profondément tous ceux qui ont eu la chance de le vivre. Pour autant, l'Algérie officielle s'est construite sur une double mythologie excluant toute référence aux pieds noirs et à la présence française : la guerre de libération qui met fin à la parenthèse de l'oppression coloniale, a permis de retrouver l'unicité de la Nation dans la personnalité arabo-islamique. Les bouleversements que le pays traverse, conduisent à la remise en cause de tous les dogmes. Déjà, les artistes avaient réintégré, à travers leurs fictions, les pieds noirs dans l'histoire algérienne. Dans Bab-el-Oued City, Mersak Allouache a utilisé le cimetière au-dessous de Notre Dame d'Afrique, où se rend Pierre Nivel au début du film, pour faire figurer un couple de pieds noirs, un homme et sa vieille tante aveugle, comme une résurgence sympathique du passé alors que l'intégriste, l'afghan, interprète lui cette présence pacifique comme l'apparition menaçante de démons. Dans cette séquence très forte. Mersak Allouache nous livre une définition pertinente de l'intégrisme ou du totalitarisme comme peur obsessionnelle du passé toujours susceptible d'apporter un démenti à l'idéologie et donc de la nécessité de contrôler étroitement l'histoire offi-

cielle. Mersak Allouache a réservé également une séquence de à l'évocation des pieds noirs dans Adieu Cousin : Monsieur Maurice confie au petit trabandiste algérois qu'il prie chaque samedi à la Synagogue pour que cessent les massacres en Algérie.

Histoire, révisionnisme, intégrisme...

C'est aussi au cœur d'un cimetière chrétien que se noue l'intrigue du magnifique roman de Boualem Sansal, *Le serment des barbares* (Gallimard, 1999). Bien sûr, ces cimetières sont symboliques : en friche, laissés en déshérence, ils constituent autant de traces de la présence des pieds noirs sur et dans cette terre d'Algérie. Et évidemment, cette mise en cause des dogmes ne s'effectue pas sans résistance. Boualem Sansal a été traité de nostalgique de l'Algérie française et le journal *Liberté* accuse Alexandre Arcady de céder à la « tentation révisionniste » (les connotations sont lourdes !). Les mêmes milieux conservateurs ont réussi à obtenir l'annulation de la tournée que devait effectuer en Algérie Enrico Macias et l'invitation du président de la République qui, dans un effet d'annonce, s'était avancé trop vite et a dû reculer sans gloire. La paix n'est jamais chose facile car trop nombreux sont ceux qui continuent de vivre de cette guerre : le phénomène des anciens combattants n'est pas propre à la guerre d'Algérie et nombre de ceux qui se sont construits politiquement à l'occasion de ce conflit, ont du mal, ici comme là-bas, à accepter la remise en cause des manichéismes

militants. Ces oppositions sont donc normales et s'estomperont avec le temps. Déjà la distance parcourue est considérable. En entamant la réintégration dans son histoire de la dimension française, l'Algérie retrouve progressivement ses héritages multiples (berbère, romain, turc, juif, etc) qui lui confèrent une extraordinaire richesse. En dépit de leurs souffrances immenses, un grand nombre d'algériens ont, depuis longtemps, franchi le pas aujourd'hui, c'est l'Algérie officielle qui montre la voie à suivre. Il est grand temps que, de ce côté de la Méditerranée et cette démarche de paix soit pleinement reconnue et prise en compte effectivement. Les ventes du livre de Benoist Rey (la deuxième édition est en voie d'épuisement !) constituent un signe fort tout comme le prix du premier roman attribué en France à Boualem Sansal. Le succès de l'enregistrement du concert de malouf par Enrico Macias comme des disques de Lili Boniche (présent sur la bande son de *Là bas mon pays*) montre que bien des pieds noirs, élèves dans la négation des cultures indigènes, ont, d'ores et déjà, abandonné leur héritage mortifère pour se retrouver dans l'acceptation de la part algérienne de leurs histoires personnelles. Leur deuil sera enfin accompli, quand ils auront accepté que « là-bas » ce n'est plus leur pays mais le pays de ceux qui y vivent et y meurent aujourd'hui et qu'il leur incombe de travailler ici à la paix entre les deux rives, sur les deux rives. Près de 40 ans après l'indépendance, il est vraiment temps de faire la paix.

Mato Topé

Retrouvez
la Fédération anarchiste sur le web
Radio libertaire, le Monde libertaire...
<http://federation-anarchiste.org/>

dans la toile

Plein de nouvelles découvertes, ces jours-ci. Si vous les connaissez déjà, veuillez m'en excuser et prenez l'habitude de me communiquer les sites dont vous pourriez avoir connaissance. Commençons par les anglophones. Parmi les meilleures trouvailles, deux « portail » anarchiste (eh ! oui) : info-shop (<http://www.infoshop.org/>) et blackened (<http://flag.blackened.net/>). Ma préférence va au second mais l'esthétique du premier est plus satisfaisante. Dans un même ordre d'idée on peut aussi se reporter au Direct action media network (<http://damn.tao.ca/>) et au SchNEWS hebdomadaire (<http://www.schnews.com/>). Côté presse, j'ai noté le site d'*Alternative Press Review* mérite le détour même s'il demande encore à s'étoffer (<http://www.altpr.org/>). Un site consacré à l'économie participative avec quelques textes en français à découvrir au hasard de la visite (<http://www.parecon.org/>)... allez, je vous en donne un pour les impatients (<http://www.parecon.org/writings/normand1.htm>). Passons au secteur francophone. Maloka est une association anarchiste dijonnaise à but non lucratif, dont les principaux objectifs sont d'organiser nombre d'activités offrant une alternative au mode de vie imposé par nos sociétés capitalistes, leur site se présente plutôt bien (<http://www.chez.com/maloka/ABC/>). Une entrée francophone vers Samizdat intitulée Solidarité avec les prisonniers anti-fascistes (<http://altern.org/solidariteftp/>). Préparons les vacances avec le cinquième camp d'été anarchiste, près de Berlin (<http://www.jpberlin.de/acamp/acampfranc.html>). Pas spécifiquement anarchiste mais digne qu'on s'y arrête, le site canadien d'Espace de parole (<http://www.ao.qc.ca/>). Au Canada toujours, allez donc rendre visite au site du groupe Emile Henry qui propose, entre autres choses, du bon matériel d'agitation anarcho-féministe (<http://www3.sympatico.ca/emile.henry/>). Voilou, voilou. Ce sera tout pour cette fois. Bonnes lectures et à bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@mintelorama.com

revue

Albatroz

Le numéro 22 des « Cahiers Albatroz, organe officiel de la littérature à l'essence de térébenthine » avec pour sous-titre de ce numéro « L'essence de leur amour est en manque de carburant » vient de sortir, et c'est un bon cru.

André Beurrier de Thon fait l'ouverture de ces cahiers décapants avec ces mots : « C'était un 6 avril, les hiboux clignotaient des yeux et se curaient les canines avec un fémur d'ortolan à l'ombre d'une tente bédouine de chez castorama... » Suivent des textes en espagnol, puis en portugais, avant de revenir à la langue française avec des coupures de presse en provenance de Bruxelles, des critiques pointues et parfois polémiques de livres ou de films (comme l'article de Charles Paveigne sur « The Big One », de M. Moore), des annonces concernant le soutien à Mumia Abu-Jamal, un rapport sur les rejets de l'Erika, un communiqué de chercheurs du CNRS sur la recherche, et un texte de Laurent Froustlin « J'ai écouté pour vous », ou comment regarder les hommes politiques comme les guignols qu'ils sont. Texte salutaire s'il en est ! Et pour finir, en poésie et en dessins, on se laissera porter par les poèmes de Gérard Lemaire, Bruno Tomera et bien d'autres, comme ces mots de Jean-Christophe Ribeyre

*« Ils ont lu par-dessus l'épaule des grands
à leur anonyme des insultes
et ce qu'ils savent désormais leur appartient
ils sont le miel de la terre
Puis ils jeteront la clé de ce lieu
leur mémoire suffira
à chacun de s'y trouver
seuls les dieux sont priés de ne pas entrer. »*

Au prix de 25 francs, voilà une belle revue riche en mots, réflexion et images, et où poésie, vie et lutte riment vraiment bien ensemble.

Cathy Ytak

Albatroz n° 22. B. P 404 75969 Paris Cedex 20. 25 francs. En vente également à la librairie du *Monde libertaire*.

S amira deuxième film de Takhté noir). On se souvient son premier enchanté le d'ailleurs fait par films de son père réunis, cette gloire, elle est reuse, souriant Pomme le scénariste du *Tableau Noir* Mohsen Makhmalbaf à l'origine de la production même : ça s'appelle House, issue de fax. Makhmalbaf, une sorte de communication en tant que leur permettaient leurs productions s'élèvent et censurés ciel d'exportation. Dès la première Makhmalbaf crut instituteurs sans sur des routes montages aridien. Ils ressemblent oiseaux car com portent leur tab

L'association salle de 200 fonds, un ga (80, bd Rocher) et Marc Ogé courrier à Th l'ordre de « la » chansonnier afin d'ouvrir

Le papier de recouvrant 30 jusqu'au 31 rue du Charco

Le Temps de Jacques Ser 20h30 avec Claude Gaisri

Si vis Pa

Des n

Jazz en lib (1997) ; M Ulmer trio (Jimmy Gou

Blues

CINÉMA

53^e festival international de Cannes, 39^e semaine internationale de la critique, 32^e quinzaine des réalisateurs

Les femmes réfléchissent le monde

Samira Makhmalbaf, 20 ans, deuxième long métrage, son film est en compétition: *Takhté Siah* (Le Tableau noir). On se souvient de *La Pomme*, son premier film 1998, qui avait enchanté le public. Elle avait d'ailleurs fait plus d'entrées que les films de son père et de Kiarostami réunis, cette année là. Malgré la gloire, elle est restée simple, chaleureuse, souriante. Comme pour *La Pomme* le scénario et les dialogues du *Tableau Noir* sont co-écrits avec Mohsen Makhmalbaf, son père. Il est à l'origine de la création d'une unité de production dans sa maison même: ça s'appelle Makhmalbaf Film House, issue de la révolution par fax. Makhmalbaf avait en effet créé une sorte de révolution de la communication en incitant les réalisateurs iraniens à acquérir des fax qui leur permettaient de négocier directement leurs contrats et leurs coproductions au lieu d'être contrôlés et censurés par l'organisme officiel d'exportation du cinéma iranien. Dès la première séquence, Samira Makhmalbaf crée la surprise. Des instituteurs sans emplois se trouvent sur des routes escarpées dans les montagnes arides du Kurdistan iranien. Ils ressemblent à des étranges oiseaux car comme unique bagage ils portent leur tableau noir sur le dos.

Ils proposent d'enseigner contre un morceau de pain, contre rien. Mais les enfants sont occupés à faire de la contrebande. De leur génération ils sont les seuls représentants. Les vieux veulent rejoindre leur pays, errent sur ces routes et vont payer l'instituteur avec 40 noix, s'il leur montre le chemin de la frontière pour rejoindre leurs terres. Réflexion amère sur la transmission du savoir, chaîne cassée par la réalité cruelle des guerres successives. Le film trouve un équilibre entre fiction et réalité, enchante par ses passages poétiques et cocasses: la femme qui marche avec tous ces vieux dit d'elle « je suis comme un train, on monte dedans et on en descend, mais le seul pour lequel je m'arrêterai toujours, c'est mon fils ». Dans la séquence finale, un jeune contrebandier va être tué quand il saura enfin écrire son nom. Une lettre arrive, est-elle écrite en arabe, en turc ou en kurde, en tous cas, elle n'est pas écrite en persan, mais l'instituteur qui essaie de la déchiffrer dit « votre fils pense à vous et vous aime, sinon il ne l'aurait pas écrite! »

Maria de Medeiros, 35 ans, réalise avec *Capitães de Abril* (Capitaines d'avril) son premier long métrage. Sujet ambitieux: la révolution des œillets, Portugal, 1974. Elle est sélectionnée à «Un certain Regard».

On connaît la comédienne, ses pommettes hautes, sa figure triangulaire atypique, son sourire charmeur. Elle a co-écrit le scénario avec Eve Deboise. Elle joue dans son film. Elle réussit ce que beaucoup de réalisateurs ratent, montrer une foule en lutte ou des masses en liesse et reconstituer ces manifestations.

Un premier film raconte très bien l'instant unique où la jeune fille bascule dans le camp des femmes. Catherine Breillat en parle très bien dans *36 fillette*, mais on peut démarquer sa carrière et réussir cet exercice difficile.

C'est ce que fait Caroline Vignal avec *Les autres filles*, chronique acide des

longue conversation entre Ingmar Bergman et Erland Josephson, réalisée pour la télévision suédoise par une femme, évidemment, Malou von Sivers).

Moufida Tlatli, tunisienne, la monteuse attitrée de tous les grands films tunisiens de Bouzid, de Boughedir, *Halfaouine* etc. amène à Cannes son deuxième long métrage *La saison des hommes* (après *Les Silences du Palais*, 1993), réalisation arrachée à un système de distribution et de production moribond. Moufida Tlatli a écrit le film, assume la réalisation, mais le montage de son film est signé Isabelle Devinck, la musique enchanteresse: Anouar Brahim.

Cannes2000 est le festival des réalisatrices!... sauf tonton JLG (= Jean-Luc Godard) qui a dédié à lui-même et signé JLG un court métrage de 17 minutes pour analyser « L'origine, de l'or, de l'origine du XXI^e siècle » par le truchement de « canal + (plus) ou - (moins) ». « Les hommes pris en masse jouent toujours le sens de quelqu'un d'autre » pourrait être le leitmotif de son implacable constat de l'incapacité des peuples d'écraser les tyrannies et d'en finir avec les ismes totalitaires: fascismes, colonialismes etc.

Des images fortes consacrées à l'évocation de la « pacification » en Algérie, un hommage aux cinéastes européens obligés à s'exiler. En témoigne l'extrait de *La Ronde* et la séquence intitulée, « Le Plaisir » du film de Max Ophüls pour signifier que ce siècle est un vieil homme qui s'écroule sous un masque peint qui ne trompe plus personne

Heike Hurst
(Fondu au Noir-Radio libertaire)



Alors que Ken Loach passe à coté dans *Bread & Roses*, chronique d'une lutte de personnels de nettoyage sur fond de travailleurs mexicains clandestins dans une grande multinationale américaine... Les scènes de foule dans *Capitaines d'avril* rappellent les instants de bonheur immense quand le couvercle de la dictature portugaise a fini par sauter. Les gens se souviennent avec bonheur des événements. Ils scandent donc les mots d'ordre avec la conviction de la première fois et dans un désordre impressionnant: « liberté sexuelle » est suivi de « mort à la Pide! » (la police politique).

rapports sociaux d'une apprentie coiffeuse qui coupe, en guise de déclaration, les cheveux à son ami timide.

Tout le monde connaît l'interprète des films d'Ingmar Bergman, l'actrice Liv Ullmann, à la vitalité peu commune, qui présente cette année son quatrième long métrage en compétition: *Trolösa* (Infidèle).

Ingmar Bergman est toujours présent dans ses films d'une certaine manière, car l'acteur Erland Josephson, probablement l'alter ego du réalisateur, joue dans les films de Liv Ullmann des rôles importants. (La Quinzaine programme d'ailleurs la

copinage

L'association Thank you Ferré s'apprête à ouvrir un « club Léo Ferré », salle de 200 à 300 places. Dans l'attente, et afin de recueillir des fonds, un gala exceptionnel aura lieu le **22 mai à 20 h 30 au Trianon** (80, bd Rochechouard, Paris 18^e) avec Alain Aurenche, Louis Capart et Marc Ogeret. 150 F au guichet ou 120 F sur réservation (par courrier à Thank you Ferré, 145, rue Amelot, 75011 Paris (chèque à l'ordre de « Pavé noir »). L'association s'adresse aux amoureux de la « chanson non décevante » et propose aussi une souscription afin d'ouvrir ce lieu (renseignements à l'adresse ci-dessus).

Le papier de la canaille est une expo rassemblant 68 affiches recouvrant 3 siècles d'histoire du mouvement social. Tous les jours jusqu'au 31 mai de 12 h à 21 heures au théâtre de l'Opprimé, 78, rue du Charolais Paris 12^e.

Le Temps de la Serize est un spectacle de chansons et texte de Jacques Serizier représenté au Connétable les 18 et 19 mai à 20 h 30 avec Nathalie Solence, Jules Bourdeaux, Vania Adrien Sens, Claude Gaisne. 70 F, réservations: 01 40 21 90 95.

radio libertaire
Paris - 89.4 MHz

jeudi 18 mai à 18 heures :

Si vis Pacem: des artistes contre Eurosatory 2000.

vendredi 19 mai à 12 heures :

Des mots une voix: avec Tiphaine Samoyault (éditions Maurice Nadeau).

vendredi 19 mai à 22 h 30 :

Jazz en liberté: Pierrejean Gaucher quintet en public (1997); Monnette Sudler sextet (1997); James Blood Ulmer trio (1983); Derek Bailey/Steve Lacy duo (1983); Jimmy Gourley quartet (1981); Joe Morrix trio (1997).

mercredi 24 mai à 10 h 30 :

Blues en liberté: les festivals de l'été (suite).

LECTURE

Erotisme ou pornographie

LE DERNIER LIVRE D'ALBERTO MANGUEL, *DANS LA FORÊT DU MIROIR*, essais sur les mots et sur le monde, est une véritable mine pour le lecteur impénitent, subversif que je suis. Dans cet essai sur les mots et sur le monde, Alberto Manguel nous ouvre les portes de son monde. Il l'a placé sous la conduite de l'Alice de Lewis Carroll, personnage de notre enfance qu'il revisite. Le choix d'Alice ne me semble pas neutre car, par elle, Alberto Manguel cherche et propose un parcours qui va au delà des préjugés. Nous sommes bousculés dans nos certitudes.

« La condamnation de la passion érotique, celle de la chair, permet à la plupart des sociétés patriarcales de désigner la Femme comme la tentatrice, notre mère Eve, cause de la quotidienne chute de Adam. Parce qu'elle est coupable, l'homme a sur elle un droit naturel de domination et toute dérogation à cette loi – par une femme ou par un homme – est punissable comme une trahison et un péché. Tout un appareil de censure a été édifié pour protéger les stéréotypes hétérosexuels définis par les mâles et il en résulte que la misogynie et l'homophobie sont à la fois justifiés et encouragés par l'attribution aux homosexuels et aux femmes de rôles réduits et dépréciés. La pornographie a besoin de jouer sur cette double norme. [...] C'est pourquoi notre société permet à la pornographie, qui embrasse les notions officielles de "normal" ou de "convenable", d'exister dans des contextes spécifiques, tout en persécutant avec zèle les expressions artistiques érotiques où l'autorité des puissants est implicitement mise en question. »

L'homme que je découvre est un homme érudit, curieux, rebelle à toute forme de censure, contre le maintien des esprits en esclavage. Un homme, passionné de lecture, qui sait faire partager sa passion. Un homme qui ne saurait se satis-

faire de cet esprit de « tolérance », ce terme incluant une gêne vis-à-vis de la différence, et que l'on masque derrière un joli mot, par bienséance. Un homme qui prêche l'acceptation des différences. Un humaniste, en lutte contre toute forme d'exclusion, d'oppression. Voilà comment je le définis.

N'en doutons plus, la lecture est un acte qui participe à notre non-asservissement, un acte érotique car elle contrevient, elle transgresse la normalité officielle.

Cette transgression, c'est celle que va vivre un jeune garçon, Simon, héros narrateur du dernier roman de Nikolaj Frobenius, *Le pornographe timide*. Quelle est donc cette normalité officielle? Dans le monde occidental où nous vivons, c'est celle qui est perpétuée par les images, le média, via la publicité, qui nous présente une femme lascive, désirable et soumise. Alors quoi de plus normal que de vouloir la violer, le viol étant dans la droite ligne de ce rapport de domination, qui plus est pourquoi ne pas faire des photos avec la complicité d'un voyeur? Les ingrédients d'une scène pornographique sont là, et c'est celle à laquelle assiste notre jeune héros. Il en ressent un tel dégoût, qu'il plonge dans un monde où l'imaginaire côtoie la science-fiction. Dans ce monde peuplé d'images subliminales, les psychologues sont là pour incliquer à ce jeune garçon qui va devenir jeune homme, le sens de la normalité. Les psychologues, les prêtres ouvriers du dogme sacro-saint de la normalité. Heureusement ces fessoyeurs n'atteignent pas toujours leur but surtout pour celui ou celle qui sait les leurrer.

Boris Beyssi

Dans la forêt du miroir, essais sur les mots et sur le monde, Alberto Manguel, Actes Sud.

Le pornographe timide, Nikolaj Frobenius, Actes Sud.

1er mai tchèque Solidarité avec les anarchistes tchèques

LES INFOS QUI NOUS parviennent de la république tchèque à propos des manifestations du 1^{er} mai 2000 en disent long sur les pratiques policières menées à l'encontre de nos camarades anarchistes. Ces derniers ont lancé deux actions: une à Prague et une à Most (ville minière située en Bohême du nord). En dépit du manque de coordination au sein des organisations luttant pour les idées anarchistes (communistes libertaires, FA tchèque, Solidarité et Action Antifasciste, AIT), la manifestation a été marquée par un niveau élevé de culture politique anarchiste (ce qui est inhabi-

tuél) et des déclarations prônant le communisme libertaire comme but final du mouvement anarchiste. De telles déclarations n'ont pas plus aux libéraux pro-démocrates et certains éléments écologistes; ce qui a entraîné une désaffection des participants par rapport aux années antérieures mais celle-ci a été contrebalancée par une excellente qualité politique et culturelle qui ont rendu cette action extrêmement positive et bien perçue par le public dans son ensemble. Les anarchistes qui se sont rassemblés comme d'habitude dans le centre de Prague (lieu de rassemblement traditionnel depuis 1890) ont

déployé leur large banderole: « Une seule alternative au monde en crise: le communisme libertaire ». Dès le début du rassemblement, les participants étaient encerclés par 500 policiers anti-émeute (y compris certains à cheval), des chiens et des canons à eau. Les forces de l'ordre ont bloqué les issues afin d'interdire l'accès à de nombreuses personnes désirant se joindre à la manifestation. Peu de temps avant que cette dernière ne démarre, la police a décrété que le rassemblement était interdit et que si la foule ne se dispersait pas dans les dix minutes, la manière forte serait employée. IL va sans dire que ceci constitue une réelle entorse au

droit fondamental de libre expression et de rassemblement.

Une telle mise en garde a bien sûr été ignorée et la police a réagi en arrêtant 15 ans après une série d'affrontements. Puis tous les participants anars se sont vus contraints de présenter leur identité, suite à quoi ils ont été filmés et fichés.

Peu de temps après, une tentative de rassemblement improvisé par 70 camarades environ a eu pour résultat l'arrestation de 53 d'entre eux. Injures, menaces, coups furent le lot des anars arrêtés. Ces attaques policières massives à l'encontre des anars ne seraient-elles pas une façon de prouver l'efficacité et la capacité de la police tchèque à réprimer toute agitation et protestation de masse? Il faut préciser que le ministre de l'intérieur se prépare aux manifestations anti-FMI (le sommet aura lieu à Prague en septembre prochain). Pour ce faire et rien qu'à Prague 1000 policiers supplémentaires et 40 spécialistes anti-extrémistes ont été nommés; ceux-ci ayant pour seul but de contrer les manifestations anti-FMI.

La lutte contre le chômage fut le thème principal de la deuxième

manifestation. La ville de Most se situe dans une région où 40% de la population est privée d'emploi. 70 anars et sympathisants se sont rassemblés devant la gare en brandissant une banderole en faveur de la semaine de 30 heures. Cette action pacifiste a été bien accueillie par les médias locaux. Encore une preuve que la solidarité peut être efficace (les mineurs étant menacés de licenciement).

Des informations alarmantes nous sont également parvenues quant à des camarades risquant des peines de cinq à dix ans de prison pour avoir entre autre réagi à des attaques fascistes. En fait, le mouvement anarchiste tchèque lance un appel à la solidarité aussi bien morale que financière. Il faut savoir que le fonds de soutien est au plus mal, qu'il a déjà dépensé 10000 dollars en frais de justice de novembre 98 à avril 2000 et que cette somme représente trois ans de salaire pour un travailleur!

FSA-IWA
secrétariat international
traduction: michèle (Lyon)
PO Box 5, 15006 Praha 56
e-mail: fsa-praha@volny.net

Dijon: Manifestation et fête de rue anticapitaliste

SUITE À L'APPEL LANCÉ PAR DIVERS COLLECTIFS DE PAR le monde pour une nouvelle journée mondiale d'action contre le capitalisme, la mondialisation, la domination et leurs effets, différents groupes, collectifs et individu-e-s ont organisé une manifestation à Dijon, le samedi 29 avril. La manifestation de 300 personnes a rassemblé le Collectif pour des villes sans voitures, le groupe féministe non-mixte, le groupe libertaire, la CNT, le squat Les Tanneries, la Croix noire anarchiste (ABC), les associations Acer Sativa et Maloka ainsi qu'un grand nombre de sympathisant-e-s et de gens diversement impliqués dans les squats, les luttes anticapitalistes, anarchistes, antisépécistes ou écologistes...

Diverses actions ont eu lieu tout au long du parcours: des féministes ont renommé les rues avec des noms de femmes de façon à souligner l'invisibilisation des femmes dans la société, ont collé des affiches et autocollants à travers la ville et ont également réalisé plusieurs détournements publicitaires pour dénoncer l'utilisation comme objet de corps des femmes. Par ailleurs, la vitrine d'une agence de bourse a été recouverte d'affiches autocollantes et taguée avec des slogans anticapitalistes, de même que trois agences d'interim. Le collectif pour des villes sans voitures a symboliquement tracé une piste cyclable sur un des grands axes du centre-ville. Les squatteuses et squatteurs du 3, rue Saumaise ont marqué une pause devant le bâtiment qu'ils occupaient depuis octobre et qui fut expulsé le 5 avril 2000 par une centaine de flics, mettant fin à un projet de vie collective ainsi qu'à une bibliothèque et un salon de thé hebdomadaires. Des manifestant-e-s ont également distribué de la nourriture végétarienne et des tracts sur les dangers représentés par les OGM. La manifestation s'est poursuivie par l'occupation des voies de la gare, pour protester contre les lois

racistes et l'expulsion des sans-papiers, que cautionne la SNCF par sa collaboration active avec les autorités. Un manifestant, s'éloignant du rassemblement, a alors été violemment pris à parti par quatre policiers. Les flics ont gazé ceux et celles qui tentaient de résister à l'interpellation, mais n'ont finalement réussi à embarquer personne. La manif s'est ensuite déplacée vers un gros carrefour du centre-ville, bloquant la circulation avec des banderoles et un sound-system. Une fête de rue a alors eu lieu, combinant musique, théâtre de rue (par la « Famille Turis » ayant animé le parcours), jus de fruits et performances de graffiti. Un militant grimpa à un poteau pour accrocher à une caméra de vidéo surveillance une banderole dénonçant le contrôle social et la surveillance vidéo. Une fausse cérémonie a renommé la place Darcy « place des banques, en mémoire aux victimes du capitalisme », sous un déluge de faux sang et de faux billets. La manifestation se termina peu après, sans que les flics n'interviennent une nouvelle fois.

Au-delà de l'affirmation de notre rejet du capitalisme et de la domination, l'objectif de la manifestation et des actions était de promouvoir des moyens de résistance au capitalisme qui dépassent la simple contestation passive, qui passent par l'action directe et la désobéissance civile, sans pour autant faire trembler le pouvoir, nous en sommes bien conscient-e-s. Cette manifestation coïncidait avec des journées portes ouvertes organisées à l'Espace autogéré des Tanneries, squat d'habitation et d'activités. Des concerts, expos, graffs, projections s'y sont succédé pendant 3 jours. Les activités anticapitalistes autour du 1er Mai se poursuivirent le lundi avec un Piq'Nik Toulibertaire et une conférence-projection-concert sur les prisons, organisés par la CNT (Confédération nationale du travail) et le FLIDD (Familles en lutte contre l'insécurité et les décès en détention).
Maloka

Collages d'affiches interdit!

L'INTERDIT EST D'ESSENCE irrationnelle et n'a donc en soit pas besoin d'explications. En matière de drogues, les derniers rapports officiels ont tous démontré l'absurdité du classement entre produits licites et illicites et ont rejeté la criminalisation des usagers. On peut citer le rapport de la commission Henrion (gynécologue proche du RPR) qui en 1994 souligne que l'on peut difficilement soigner et réprimer en même temps et demande une dépenalisation du cannabis pendant deux ans... On peut aussi rappeler le rapport Roques (commandé par le ministère de la Santé) qui en 1998 classe le cannabis derrière le tabac ou l'alcool au niveau de la dangerosité. On peut... Mais comme tous les rapports scientifiques pourront toujours démontrer le ridicule du « saint suaire » ou de la résurrection du Christ, les faits res-

sent vrais car au service du pouvoir. Car l'interdit n'a aucune logique de santé mais répond à d'autres logiques: morales, financières et de contrôle social...

C'est dans ce contexte que la F.A. appelaient à un rassemblement en soutien au groupe de musique Matmatah poursuivi par un policier nantais pour une chanson. Car l'interdit d'essence irrationnel doit s'accompagner d'un contrôle très précis de la parole. C'est ainsi que le 31 décembre 1970 à 2 heures du réveillon, les quelques députés présents ont voté un article (L.630) interdisant tout débat sur le sujet. Et c'est donc tout logiquement que le groupe F.A. de Nantes, le CIRC... ont mené une campagne pour l'abrogation de cet article. Le 9 mai dernier 3 personnes ont été interpellés en collant des affiches de la F.A. « Légalisons de débat » et du

CIRC « En France il est interdit de dire que le cannabis c'est bon. ». Trois heures de garde à vue suite à laquelle ils ressortiront avec comme chef d'accusation « incitation »...

Les services de police alerteront la presse régionale qui couvrira cette affaire (de Europe 1 à FIP en passant par la presse écrite...). Cet empiètement de la police peut être diversement interprété: de tentative d'intimidation, d'une volonté d'en découdre avec les « milieux anti-prohibitionnistes »... Toujours est-il que nous devons rester déterminés et vigilants. Cet article en appelle d'autres avec dès la semaine prochaine un compte rendu de l'action du 15 mai.

Théo Simon. - groupe F.A. Nantes

Pour recevoir informations complémentaires, pétitions de soutien...: FA, ACLN, BP 60221, 44002 Nantes Cedex 1.

● A G E N D A

mercredi 17 mai

● **SAINT-ETIENNE:** Projection du film « Charbons ardents » suivie d'une rencontre avec le réalisateur, Jean-Michel Carré et Phil White, mineur. Soirée organisée par le cinéma le France, le musée de la mine et la C.N.T.

vendredi 19 mai

● **FLORANGE (57):** L'association « Polar sur la ville » organise une rencontre avec JM Abgrall, JP Stucki et C Munsch à propos de « Les Sectes, poison social » au Centre culturel La Passerelle à 20 h 30.

samedi 20 mai

● **BRUXELLES:** Xavier Bekaert présente la brochure « Anarchisme, violence, nonviolence » au Centre Libertaire (65, rue du Midi). Infos: Alternative Libertaire 02/647.98.01

● **CHELLES (77):** Réunion-débat organisée par le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. avec Jacques Lesage de la Haye (de l'émission Rasles-murs sur Radio libertaire) sur « Les prisons: réforme ou suppression? », à 20 h 30 au 1bis, rue Emilie.

● **LILLE:** Manifestation de soutien aux sans-papiers en grève de la faim depuis le 8 avril à l'initiative du Comité sans-papiers 59 à 15 heures place de la République.

● **LYON:** Repas africain en soutien au Collectif Solidaire des sans-papiers à La Plume noire à 19 h 30 (19, rue P. Blanc, 1^{er}, entrée par l'allée), PAF: 25 F, réservation à la librairie La Gryffe, 5, rue S. Gryphe, 7^e, tél: 04 78 61 02 25.

vendredi 26 mai

● **PARIS:** Réunion publique organisée par le groupe de La Villette de la F.A. sur le thème « La pédagogie non autoritaire » à 20h30 à l'Usine, 102, bd de La Villette (M^o colonel-Fabien).

● **TOULOUSE:** Le groupe albert camus de la F.A. tient une permanence de « débaptisation » ne vous laissez pas compter » dans le cadre de la campagne anti-jubilé à l'athénée Albert-Camus au 36, rue de Cugnaux - de 18h à 20h - métro Patte d'oie.

samedi 27 mai

● **LILLE:** Manifestation de soutien aux sans-papiers en grève de la faim depuis le 8 avril à l'initiative du Comité sans-papiers 59 à 17 heures place de la République.

● **LYON:** L'Union locale de la F.A. vous invite à un débat à 15 heures à la Plume noire (19, rue P. Blanc, 1^{er}, Tél: 04 72 00 94 10), sur le thème « Pourquoi s'engager? L'anarchisme, un projet pour la révolution sociale ».